

The Political Economy of West African Migration Governance -

L'économie politique de la gouvernance migratoire en Afrique de l'Ouest

En 2015, le mouvement des réfugiés vers l'Europe a provoqué de nouveaux efforts d'avoir un agenda UE-Afrique commune qui engage avec les défis de cette migration. Divers rendez-vous et sommets sur ce thème avaient lieu – des exemples sont le sommet Valette en 2015, le sommet G20 à Hambourg ou le sommet UE-Afrique à Abidjan en novembre 2017. Avant et pendant ces manifestations politiques, beaucoup de réglementations et directives bilatérales, régionales et continentales ont été faites entre les pays de l'Afrique et les pays de l'Union Européenne. Tout de même, cette approche tout autant la manière dont c'est inscrit dans le cadre de partenariat avec les pays tiers de l'UE - ne fonctionne pas. Le [2018 rapport annuel de MEDAM](#) suit l'argument que les pays Européens doivent s'occuper plus des intérêts de pays Africains. Il affirme que l'UE devait faciliter des possibilités de travail légal; en retour les pays Africains coopéreront (peut-être) plus sur le sujet de la reprise des migrants.

La tendance de la critique est que les coopérations sur la migration privilégient les intérêts européens sur les intérêts Africains. Autres points de critique sont l'incohérence de la conformation politique de l'UE et la façon exclusive de beaucoup de sommets et d'événements. D'un autre côté, l'engagement manquant des gouvernements Africains a été critiqué. Un problème central est le fait qu'on ne sait presque rien sur les intérêts, la participation et les acteurs impliqués dans la gouvernance migratoire (y inclus l'émigration régulière et irrégulière, l'immigration et la fuite).

Le projet „**L'économie politique de la gouvernance migratoire en Afrique de l'Ouest**” (ou The Political Economy of West African Migration Governance - **WAMIG**) a pour but d'étudier et analyser *la dimension politique de la gouvernance migratoire, y compris* les intérêts « vrais » (ou cachés), les asymétries de pouvoir et de nombreux acteurs (inclusivement les acteurs civils et décentralisés de l'état).

De plus, le projet examine la manière dont les instruments et les institutions de la gouvernance migratoire se réalisent et s'implémentent, les intérêts et les acteurs impliqués ou exclus et les discours sociétaux sur ces thématiques. L'étude qualitative comprend quatre études de cas faites à la Gambie, au Niger, au Nigeria et au Sénégal. La collection des informations se passe pendant des enquêtes de terrain et est déplanté avec des entretiens semi-structurés dans les pays respectifs.

Le projet WAMIG est financé par la fondation Mercator et est réalisé dans le cadre du « Mercator Dialogue on Asylum and Migration » ([MEDAM](#)). MEDAM est un projet de recherche et de consultation qui s'inscrit dans la durée de trois ans. L'intention est d'identifier et d'équilibrer des recherches établies. De plus, le projet a pour but de développer des recommandations pour des acteurs politiques importants.

Durée: Février – Décembre 2019

Pour plus d'information contactez [Dr Franzisca Zanker](#) ou [Leonie Jegen](#).